

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

10 juin : de nouveaux échos du mouvement

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : mardi 10 juin 2003

Démocratie & Socialisme

AVIGNON

Bonjour à tous,

Merci de nous transmettre ces messages qui font du bien au moral. Ici, en Avignon, la manif de ce matin a bien réuni du monde mais les panneaux titrent dans tous les sens et j'ai l'impression que ce n'est pas assez dit : « la retraite à 60 ans, à taux plein pour tous » comme si c'était politiquement incorrect de parler de nos sous. Jeudi, je suis convoquée pour surveiller le bac, nous ne sommes pas nombreux dans ce cas et je me demande encore ce que je vais faire. Je n'arrive pas à croire que nous n'ayons pas pu convaincre l'opinion du bien fondé de nos grèves. Ce que le prof de Guéret a fait, un cours de politique dans la rue au mégaphone me paraît être une bonne idée. Sur la chaîne de télé L.C.I que j'ai regardée, ils donnent des chiffres de participation des enseignants à la grève d'aujourd'hui qui sont faux car il n'y a plus personne qui travaille dans les lycées et donc, nous ne sommes pas comptés comme grévistes mais nous étions dans la manif. On garde le contact et le moral, cordialement, Joanne Textoris

CHER

A noter présence de la cfdt edf gfd, de la Secu, des organismes de retraites complémentaires. Environ 3500 à 4000 manifestants à Bourges ce matin. Grave à l'arrivée de la manifestation nous avons appris que Michelin procédait à 160 licenciements sur le site de Bourges-St-Doulchard.

Marcel Mazenoux.

BESANCON

Manif à Besançon ce jour, 4000 (1/3 de moins que le 3) présence maintenue du privé : avec l'intersyndicale diffusion de tracts d'appel sur les zones industrielles mais baisse cortège cgt 600, et fo 300, sud en hausse 400 moins de personnels... f Fibles taux de grévistes à sncf 25% ptt 10% telecom 20%, en 40 à 50 % hopital marginal, comme communaux lassitude chez les instits l'AG de coordination est sur actions radicales voire minoritaires. réunion de l'intersyndicale demain ... à suivre Alain Genot

TOLBIAC, PARIS

From : "germain filoche" Reply-To : tolbiacenlutte@ml.free.fr

Subject : [TolbiacEnLutte] "rien ne sert de courrir " disait La Fontaine

Date : Mon, 09 Jun 2003 23:29:49 +0000

Salut tout le monde.

Petit clin d'oeil à Antoine au sujet des 15 grévistes qui font la révolution au niveau du Lot, j'ai encore un mail, mais là c'est un peu plus violent... Bon il me semble que ce week-end où tout le monde a bien profité du repos et de ces 3 jours vont nous remettre d'aplomb pour cette nouvelle semaine qui connaîtra peut-être pour la première fois une

grève du Bac. D'ailleurs je tiens à préciser que malgré ce qui circule les forces de l'ordre ne pourront pas faire passer l'épreuve à la place des profs car c'est constitutionnellement interdit, de briser une grève. Ainsi il se peut, vu que les emplois jeunes et les pions sont en grève depuis 6 mois, que le Bac soit reporté. Pas de Bac pas d'inscription. pas d'inscription rentrée retardée. Rentrée retardée place pour une deuxième session donc report global ! non ? Mais le gouvernement compte bien sur l'esprit professionnel des enseignants ! Alors, je constate que en même temps de se reposer, on se pose beaucoup de question sur cette mailing-liste où nous ne sommes que 23... Mais quelle est la ligne secrète voire obscure de l'Unef ? Pourquoi sont-ils des traîtres ? et des affreux qui ne pensent qu'à casser le mouvement ?

Ressaisissons-nous. Si c'est possible.

Depuis le début du mouvement, la ligne de l'Unef est quasiment la seule à être réellement claire : grève, report des partiels, unité, construire un mouvement à vocation majoritaire, sur Paris 1. La même ligne depuis le début. Nous n'avons pas changé d'un poil. Et il me semble que ce n'est pas ça que l'on nous reproche.

Mais alors, pourquoi sommes-nous si méchant ?

Je pense d'une part que beaucoup de fausses informations circulent sur notre dos. Oh je ne fait pas de victimisation à la mord moi le noeud, par contre j'attaque ceux qui disent que l'Unef est pour les LMD, que l'Unef est celle qui a toujours trahi et trahira encore, que l'Unef suce l'administration jusqu'au fion, que l'Unef n'est jamais là, que l'Unef ceci et l'Unef cela... Surtout, attaquer l'unef en se servant de dépêches qui sont les premières à être qualifiées de bourgeoises par certains mais seulement quand il le faut (car à mon avis sous couvert d'anonymat on peut déformer bien des propos...) Je les attaque parce qu'ils divisent, parce qu'ils cassent l'unité, parce qu'ils détruisent le mouvement. L'Unef a une ligne. Une ligne qui est critiquable pour certains. Tout le monde n'a jamais été d'accord, surtout en mouvement. Mais delà à faire de la diffamation...

ET j'irai même plus loin en dénonçant ceux qui veulent aller trop vite.

Rassurez-vous, il n'y a aucune chaise électrique pour ceux qui se sentiraient visés. A l'Unef, nous ne parlons pas du Grand Soir, ni de grève générale quand les étudiants ne sont même pas informer complètement sur les dangers des réformes. Pas parce que nous sommes contre, mais parce que cette GREVE GENERALE arrivera un moment où un autre ! Les attaques du gouvernement sont beaucoup trop destructrices et antisociales pour qu'elle n'arrive pas, et c'est parce que CE PAYS A UNE HISTOIRE BASE SUR LES REVOLTES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX (1789/1848/1871/1936/1945-7/1968/1995 et j'en passe...) que cette grève arrivera. Ne brûlons pas les étapes. Quasiment chaque génération a eu son mouvement social ! Juste, c'est un travail long et minutieux et il faut savoir être patient. Il faut convaincre chaque individu de se joindre à nous. Il faut convaincre pour rassembler. Et je n'invente pas l'eau tiède. Ca ne sert à rien de mettre les confédérations syndicales au pied du mur tout le temps sans même savoir pourquoi. Il ne suffit pas de crier au scandale parce que la CGT ou le SNESup n'appelle pas à la grève générale illimitée interprofessionnelle. Mais l'idée fait son chemin au sein des masses et nous qui faisons parti de la jeune garde devrions en être conscient.

Par ailleurs nous pouvons remarquer que la ligne de ne pas bloquer les partiels à toujours été majoritaire chez les étudiants. Cf. les AG du 24/05 et du 4/06, qui rassemblaient entre 800 et 1000 personnes ! Alors certes l'Unef est minoritaire dans le comité de grève. Mais c'est normal. Quand la droite est au pouvoir, il y a toujours une poussée dans la radicalisation des méthodes et c'est parfaitement légitime. Moi aussi j'ai envie de connaître une occupation de fac, et moi aussi je veux assister à un vrai mouvement ; c'est ma première année et j'y ai pas droit ?

Nous ne sommes pas là pour assouvir les fantasmes de certains mais bien pour renverser le gouvernement ! Et si

c'est ça que nous voulons il faut savoir se rendre compte de la réalité du mouvement sur Paris 1 ! Une occupation de fac, c'est quand nous sommes 1500 en AG et qu'il y a tellement de force militantes qu'on sait plus quoi en faire ! Un blocage, c'est quand tous les étudiants sont convaincus de ce pourquoi ils se mobilisent et que c'est eux qui bloquent ! Alors, puisque ce n'est pas le cas, on continue le vote. Où au moins quand on essaie une fois le blocage et l'occupation et que c'est rejeté par les étudiants en AG à 1000, on ne le refait pas voter en AG à 74 voix ! Et parce que nous, à l'Unef, on refuse de se battre avec des gens qui sont contre les réformes comme nous, nous ne participerons pas à un blocage par 74 mecs, s'ils sont tous là !

Le but, mon cher Sylvain n'est pas de perturber les partiels pour soit-disant faire pression sur le gouvernement, mais bien de faire reculer le gouvernement, voire même de remporter de nouveaux acquis sociaux. Et ça, ça passe par une mobilisation majoritaire. Alors jusqu'à présent nous avons réussi à convaincre les étudiants de Tolbiac de se mobiliser contre ces réformes grâce au vote et ça a marché. Notre mouvement et plutôt bien perçu par l'opinion même si cette presse bourgeoise ne nous aide pas. Alors pourquoi faire de ce mouvement un truc noyauté par 50 personnes qui ne pourra même plus s'appeler mouvement mais plus, dégénérescence d'un mouvement... Nous n'auront plus aucune crédibilité auprès des enseignants des étudiants. Et dire : les personnes qui sont là depuis le début du mouv' ont plus de poids que les autres ; ou alors : le G8 ne se prive pas pour décider de l'avenir du monde donc nous, à 50, nous pouvons bien le faire pour un petit site de rien du tout... me paraît très fascinant et je pèse mes mots ! La bataille sur les retraites est beaucoup trop importante pour se diviser. Chaque prof en plus et bien c'est une victoire. Si nous perdons cette bataille, c'est parce que nous n'avons pas agi intelligemment. Et surtout si nous perdons cette bataille, nous pourrions toujours courir après ne serait-ce qu'une petite mobilisation, car quand le mouvement social est ruiné c'est pour un moment. Alors est-ce que nous voulons comme au Royaume-Uni un pays qui ne comprend pas pourquoi il y a tant de pertes humaines sur les chemins de fer et dans les hôpitaux ou pourquoi il y a tant de misère sociale ? La dame de fer inspire maintenant notre gouvernement. Le service public est un bien fondamentale qu'il faut préserver coûte que coûte. Les retraites et l'éducation sont en danger. Alors il va falloir se serrer les coudes et avancer à nouveau ensemble et je dis bien ensemble, pour faire plier ce putain de gouvernement ! Et si ça doit passer par de nouvelles formes de mobilisation et bien faisons-le. A force de rester toujours sur Tolbiac, on se prend la tête à mort. Je pense qu'il faut s'aérer un peu. Cela permettrait en plus de proposer des choses concrètes aux étudiants. La session balai pour les grévistes rentrerait dans le cadre.

Olivier.

As-tu peur d'être minoritaire dans ce mouvement sur cette fac ? Les syndicats mènent un boulot d'information et de sensibilisation depuis le début de l'année. Le comité de grève mène depuis 3 semaines un boulot énorme pour convaincre et mobiliser. Les étudiants sont avec nous sur le fond. Il ne manque plus que la forme. Je pense sincèrement que si cette proposition de session est acceptée par l'AG, nous pourrions dévoiler et imposer notre rapport de force face à l'administration et convaincre les étudiants de se joindre à nous. L'Unef a fait voter une motion en AG vendredi pour permettre aux étudiants de ne pas être défaillants ce semestre et de reporter la limite du bail dans les cités U, ce qui une nouvelle fois permettrait au comité de grève de non seulement s'élargir mais de faire plier l'administration devant nos revendications. Et là nous pourrions sortir de Tolbiac. Déjà en participant tous ensemble aux manifs-merguez-frites-avec-du-soleil-et-peut-être-de-la-musique-car-c'est-agréable-aussi, car ce sont ces manifs qui feront plier définitivement le gouvernement.

Et tant qu'à faire chuter le gouvernement autant que ce soit dans la bonne humeur. Et arrêtons de dire que la musique est faite pour camoufler la rage des gens ! C'est ridicule. A en croire que les gens sont vraiment cons ! Non les gens ne sont pas cons et ils réfléchissent même.

Pour en revenir à nos moutons, nous pourrions organiser des diffs massives au Luxembourg par exemple, à Chatelet, ou à Bastille. Nous pourrions organiser un pique-nique avec toute la fac - ça a déjà été fait dans d'autres facs dans le temps - et je serais même prêt à manger manger avec toi Sylvain - c'est dire si je suis unitaire ! - et faire plus de débats sur le fond avec des intervenants de qualité. Il faut être créatif, allez, allez on turbine pour

10 juin : de nouveaux échos du mouvement

mobiliser ! L'occupation c'est dépasser et tout le monde sait bien que ça ne marchera pas, encore moins un blocage. La pression sur le gouvernement, je ne le répéterai jamais assez, se fait massivement !!! Alors soyons aussi attractifs sur le fond et sur la forme ! Ou alors il faut convaincre les profs que c'est à eux de faire la grève des partiels car sans eux, nous n'irons pas loin.

En ayant répondu à l'invitation d'Antoine hier, nous étions tombés à peu près d'accord. J'espère que mes réponses ne sont pas trop longues ; et j'espère qu'elles sont convaincantes. A+ gf.

Sarthe

Pour info mise en place de piquets de grèves dans les entreprises de Sablé sur Sarthe ; UI CGT et FO les entreprises concernées : LDC, BEL , SABIM, Leclerc, Grandry, etc. le point de rendez-vous à lieu au Rond point Saint-Laurent devant Ldc (« les poulets de Loué ») de 10 h à 15h le 10 juin ..

Concernant la manif du 3 juin : 45 000 personnes sur la place des Jacobins le vieux Mans C'était plus que celle du 13 mai ! Piron Christophe DS-CGT (Sablé sur Sarthe)

Pas de Calais

Bonjour à tous.

Je tiens à vous signaler que la plupart des syndicats de POLICE sont de tout coeur avec le mouvement social et nous y sommes depuis le début notamment sur le Pas de Calais au sein de l'UNSA avec l'UNSA-POLICE. A BETHUNE, j'étais au sein du comite de lutte pour TESTUT au sein de l'intersyndicale.

Le problème que nous rencontrons c'est que la Police n'a pas le droit de grève et un policier ne peut manifester que sur un jour de congé et avec le G8, le quotat absence a été fortement réduit, mais nos drapeaux et bannières sont présentes dans les manifs mais ignorées par les caméras des médias. Nous aussi nous déplorons les plans sociaux et luttons pour les droits sociaux, le flic forcément à droite ; va falloir enlever cette image de l'esprit de certains. Pour ma part je suis secrétaire départemental de l'UNSA-POLICE 62, administrateur d'une association d'aide aux toxicomanes, ancien président de la FCPE de LILLERS et j'en passe. Amitiés socialistes Patrick JACQUET

Tract distribué ce matin sur un barrage à Toulouse

A méditer par tous ceux(celles) qui ont oublié le sens du mot otage. (voir ce qui est arrivé aux otages de la guerre 39-45 par exemple)

PRENEZ MES ENFANTS EN OTAGE !

A ceux qui pensent que faire grève c'est prendre en otage...

1936

Quand mes grands-parents aux côtés des enseignants étaient en grève, des enfants alors, ont « été pris en otage » :

10 juin : de nouveaux échos du mouvement

Pensez aux nombreuses heures de classe qu'ils ont ratées !

Mais, au fait, ils ont gagné des trucs !

Par exemple, congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives. 7 à 15 % d'augmentation salariale. Même la scolarité obligatoire a été rallongée : « Les otages » en ont bénéficié... Et le nombre de reçus aux examens n'en a pas été affecté, bien au contraire !

Rappel : 12 mai 36 au Havre : grève spontanée

14 mai 36 à Paris

7 juin 36 : Accords de Matignon

1968

Quand mes parents aux côtés des enseignants étaient en grève, j'ai « été prise en otage ! » C'est l'année où mon grand frère a été reçu au bac comme tant d'autres et où mes parents ont eu leur première véritable augmentation de salaire... (et aussi le droit à la formation professionnelle, l'amélioration de la condition des femmes travailleuses...).

Rappel : 13 mai Manifestation de 250 000 personnes à Paris

18 mai 2 millions de grévistes

20 mai 6 millions de grévistes

24 mai 10 millions de grévistes et... accords de Grenelle

2003

En mai, je veux qu'on prenne mes enfants en otage ! Ils ont tellement à gagner... et surtout tellement à ne pas perdre : Services publics, emplois, retraites...

Tract distribué ce matin sur un barrage à Toulouse.

Le Premier Secrétaire Fédéral du PS de la Corrèze

Les membres du Conseil Fédéral de la Corrèze réunis le 06 juin à Tulle ont adopté à l'unanimité la motion suivante adressé à François HOLLANDE :

« Par leur présence importante dans les manifestations, les socialistes corrèziens ont manifesté leur opposition totale aux mesures néfastes prises par MM. FILLON, RAFFARIN et FERRY sur les retraites, la décentralisation et le système éducatif.

Les prises de position d'individualités (ROCARD, CHARASSE, KOUCHNER, ATTALI), qui n'assurent plus aucune responsabilité, sont dévastatrices pour l'opinion publique et portent un grave préjudice au Parti Socialiste à la veille du débat parlementaire.

Nous condamnons fermement et sans réserve ces déclarations, qui n'engagent que leurs auteurs, et nous demandons que le Bureau National prenne à l'encontre de ces personnes les mesures qui s'imposent et que réclament les Militants. »

Appel retraite de syndicalistes du commerce

Cet appel vise à donner confiance aux salarié-e-s du commerce pour les mobiliser plus largement et à nous rendre plus visible dans le mouvement car la forte notoriété de nos enseignes est un plus dans la bataille en cours ! Vous pouvez utiliser cet appel lors d'AG, le diffuser, l'afficher. Il sera envoyé à la presse.

Cet appel n'est pas nominatif mais, si vous le soutenez, merci de vite répondre en indiquant votre nom, syndicat, enseigne et lieu de travail.

Cher-e-s collègues,

Salarié-e-s du commerce tout comme vous, nous savons que la politique de nos directions est basée sur la précarité (CDD, temps partiel imposé, turn-over, intérim...), la déréglementation des horaires, les salaires proches du SMIC, le non-respect des droits et le manque de considération. La casse des retraites en cours ne fera qu'aggraver notre statut. En effet, les mesures arrêtées par le gouvernement, à l'issue de pseudos-négociations, font porter à 90 % l'effort de la « réforme » des retraites sur les seuls salarié-e-s et entraîneront, à terme, une baisse de 20 à 30 % des pensions. C'est inéquitable et injuste, d'autant plus que de l'argent pour nos retraites il y en a, vu les milliards d'euros de bénéfices annuels réalisés par les enseignes où nous travaillons !

Face à un gouvernement qui feint d'ignorer la mobilisation grandissante et soutenue, nous sommes les principaux concernés et ensemble dans la lutte : comme futurs retraité-e-s, nous sommes solidaires des salarié-e-s du public car le gouvernement, en portant la durée de cotisations à 42 ans pour tous en 2020, attaque l'ensemble des salarié-e-s et programme la fin d'une retraite digne à 60 ans, comme parents d'élèves, soucieux de l'avenir de nos enfants, nous sommes solidaires des enseignant-e-s, parfois en grève depuis plusieurs mois, comme usagers des services publics, nous sommes solidaires des salarié-e-s des transports qui ont bien compris, qu'à terme, leur statut était aussi menacé et qui se mobilisent dès maintenant pour soutenir les salarié-e-s du privé et du public. Surmontons les divisions qu'on veut nous imposer !

Le commerce n'est pas en reste dans le mouvement en cours. Ainsi, les salarié-e-s de Bricorama, Carrefour, Casino, Lidl etc... ont déjà participé nombreux/ses aux actions ce qui a entraîné y compris des fermetures de supermarchés dans le Sud de la France. Et ces dernières années, nombreux sont les salarié-e-s de notre secteur, que ce soit à Mac Donald's, Pizza Hut, la Fnac, Virgin, Go Sport, Monoprix etc... qui ont osé relever la tête, avec le plus souvent des succès à la clé. Bref, une combativité à la hausse des salarié-e-s du commerce !

Nous appelons donc tous nos collègues, syndiqués ou non, du commerce : à vaincre leur appréhension à défendre leurs droits : contre la casse des retraites, pour le droit effectif à la retraite à 60 ans, 37,5 annuités de cotisations pour tous, privé comme public, 75 % du dernier salaire, 100 % du SMIC minimum, - à faire grève le mardi 10 juin, prochaine journée d'action couverte par un appel national des syndicats, ce qui autorise à quitter son poste de travail sans que les directions ne puissent s'y opposer,

▶ *à participer nombreux/ses aux manifestations régionales qui auront lieu ce jour et dans les jours qui viennent,*

- ▶ à être visible dans ces manifestations,
- ▶ à adhérer à un syndicat pour renforcer la solidarité dans votre enseigne.

Premiers signataires : des syndicalistes CGT de la librairie ARTHAUD (Grenoble), CGT de DECATHLON, CGT et SUD de LA FNAC, CGT de la librairie FLAMMARION (centre Pompidou à Paris), CGT de VIRGIN...

Contact : appel.commerce@free.fr

Envoyez aux députés :

Madame (Monsieur) le député,

Lors de la prochaine session parlementaire, vous serez amenés à vous prononcer sur le projet de réforme des retraites présenté par le gouvernement. Ce projet concerne l'avenir des retraites. À ce titre, il s'agit d'un choix de société fondamental. C'est dire l'importance du débat parlementaire sur ce sujet. Le Premier ministre s'est engagé à dire la vérité aux Français. Il affirme que l'effort sera partagé. Qu'en est-il dans les faits ? Les points essentiels de ce projet sont : augmentation de la durée de cotisation ; introduction d'un système de décote et indexation sur les prix et non plus sur les salaires pour les salariés de la Fonction publique ; maintien de la réforme Balladur pour les salariés des entreprises privées. Aucune participation n'est demandée aux entreprises ou aux revenus financiers. Autrement dit, l'effort est supporté par les seuls salariés : les profits, quant à eux, n'étant pas mis à contribution. L'effort n'est donc pas partagé. Les personnes les plus touchées seront celles qui sont déjà victimes du libéralisme : les femmes, les chômeurs et les précaires. De ce point de vue instaurer une décote par année manquante est particulièrement injuste et constitue de fait une forme d'acharnement. M. Fillon, pour sa part, a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas d'autres alternatives à cette réforme. Est-ce bien vrai ? Considérons d'abord la question des salaires. En 20 ans, la part des salaires dans la richesse créée par les entreprises a baissé de 10 points. Dans le même temps, la productivité du travail a augmenté de 50 %. La croissance profite donc davantage aux profits des entreprises qu'aux salariés.

Et les cotisations patronales ? Ces 20 dernières années, les employeurs ont vu l'ensemble de leurs taux de cotisations sociales n'augmenter que de 1,8 %, alors que les cotisations des salariés ont été augmentées de 8,2 %. Concernant les « cotisations retraites », le total des cotisations vieillesse payées par les entreprises a diminué de 64 % à 56 % en 15 ans, alors que la part des salariés augmentait de 36 % à 44 %. Les entreprises ont donc accumulé un retard important à la fois pour les cotisations sociales et pour les cotisations retraites.

On nous prédit une explosion des dépenses publiques si rien n'est fait rapidement quant aux pensions des salariés de la Fonction publique. Le rapport Charpin, que l'on ne peut suspecter de complaisance sur ce point, indique qu'à l'horizon 2040 la part des pensions dans le PIB n'augmentera que de ... 1,4 points. Soit 0,035 point par an ! Comment peut-on faire croire que le budget de l'État ne supporterait pas une aussi minime augmentation ? Ce n'est pas sérieux. Le principe d'équité, tant de fois invoqué, impose donc que les employeurs rattrapent leur retard. Cela ne nuira pas à la compétitivité des entreprises. Il y a de la marge ! Les moyens financiers ainsi dégagés permettraient une - vraie - réforme des retraites. Je suis de ceux et celles qui proposent : départ en retraite à taux plein à 60 ans, validation des années d'étude et des périodes d'inactivité forcées, abrogation de la réforme Balladur, pas de retraites inférieures à 75 % du salaire antérieur avec un minimum égal au SMIC, pas de décote. Si un tel programme était adopté, en résulterait-il un désastre pour l'économique nationale ? Non. En effet, ces mesures nécessitent, d'ici à 2040, une augmentation de la part de la richesse nationale consacrée aux retraites moindre que celle que la société a accepté ces 40 dernières années. On le voit, réformer les retraites - pour les améliorer - est tout à fait possible. Le projet du gouvernement n'est donc pas le seul possible. Député, vous avez le devoir de vous informer complètement, vous avez également le devoir de veiller à ce qu'une information non partielle soit donnée aux citoyens. On en est loin, comme le montre la campagne publicitaire, totalement manipulatrice, menée par le

10 juin : de nouveaux échos du mouvement

gouvernement. Il s'agit là d'un comportement méprisant vis à vis de la France « d'en bas ». Comme beaucoup d'autres citoyens, je vous demande solennellement de prendre en compte l'importance de l'inquiétude qui s'exprime, de réfléchir attentivement aux solutions alternatives - elles existent - et de bien mesurer les enjeux. Ceux-ci sont considérables. Si vous votez le projet du gouvernement vous aurez apporté votre caution à une inacceptable entreprise de régression sociale qui ramènerait la France 40 ans en arrière, à une époque où vieillesse était largement synonyme de pauvreté. Faites en sorte que la France dispose d'un système de retraite, pleinement solidaire, digne d'un pays moderne. Veuillez croire, Monsieur le Député, à mon attachement aux valeurs citoyennes.

signature
